

Energie: Axpo et le WWF à la même table

Le début de la réconciliation au sujet des questions énergétiques en Suisse a peut-être sonné. Le groupe Trialogue énergie, qui réunit toute une série d'experts et d'acteurs allant du patron du groupe électrique Axpo au directeur du WWF, publie ce vendredi un scénario partagé sur ce que la Suisse doit faire en matière énergétique d'ici à 2020, 2035 et 2050, même s'il ne tranche pas la question de la construction de deux nouvelles centrales nucléaires. En revanche, chez les électriciens, les convictions évoluent. Un nouveau discours apparaît... ► **Pages 18, 20**

Un scénario énergétique réunit économistes et écologistes

Energie Le début de la réconciliation au sujet de la production d'énergie en Suisse a peut-être sonné. L'organisation Trialogue propose des objectifs jugés scientifiquement réalistes

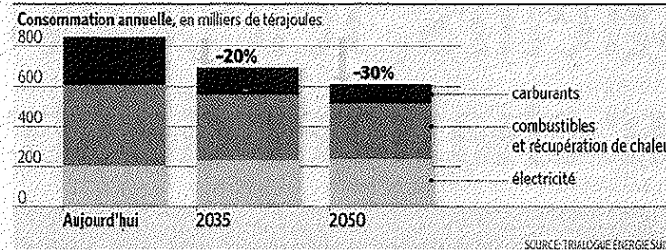
Willy Boder

La lutte contre le réchauffement de la planète et la nécessité de réduire drastiquement la production de gaz à effet de serre change fondamentalement le débat sur l'énergie en Suisse. Cet objectif prioritaire permet par exemple à Heinz Karrer, patron du groupe électrique Axpo, et Hans-Peter Fricker, directeur du WWF Suisse, de dialoguer, de valider des objectifs de production d'énergie, et de se mettre (presque) d'accord sur les meilleurs moyens de les atteindre en 2020, 2035 et 2050.

Au terme de trois ans de travail et de compilation de dizaines d'études contradictoires, le groupe Trialogue énergie (www.energie-trialog.ch), qui réunit des experts scientifiques, des acteurs de l'économie énergétique et des écologistes, publie vendredi un rapport de 140 pages.

A première vue, il ne s'agit que d'un scénario supplémentaire dans la longue série de publication de rapports volontaristes sur les économies d'énergie qui a dé-

Impact d'une meilleure efficacité énergétique



buté il y a plus de 35 ans après la première crise du pétrole. Son intérêt principal réside dans le fait qu'il recense un potentiel d'innovation scientifique et technique avalisé par des milieux qui jusqu'alors se lançaient leurs rapports contradictoires à la figure.

Le postulat de base consiste à réduire les émissions de CO₂ en Suisse afin que le pays contribue à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés centigrades au-dessus de l'époque préindustrielle. De 7,2 tonnes de CO₂ par habitant, la Suisse doit passer à 4,9 tonnes en 2020, 3 tonnes en 2035 et 1,3 tonne en 2050. Le seul moyen d'y parvenir consiste à réduire forte-

ment la consommation d'énergie fossile, en la remplaçant en partie par de l'électricité «propre».

Le principal potentiel de réduction de la consommation d'énergie sans toucher au bien-être de la population réside, selon Trialogue, dans l'efficacité énergétique. L'application de normes strictes dans le chauffage et l'isolation des bâtiments (Minergie) et le changement de mode de transport (voitures électriques) sont des éléments clés de cette stratégie qui découple croissance économique et hausse de la consommation d'énergie. Des mesures incitatives ou contraignantes, notamment une forte taxe CO₂, permettent de

réduire la consommation de 20% d'ici 2035, et de 30% d'ici 2050.

55% de renouvelable

Le recours massif aux énergies renouvelables, stimulé par une aide étatique initiale, constitue le second pilier de la stratégie. La part de ces énergies, y compris l'hydraulique, peut passer à 35% en 2035, et à 55% en 2050. Les nouvelles énergies renouvelables représentent entre 20 et 28 milliards de kWh à l'horizon 2050, soit l'équivalent de trois centrales nucléaires.

Heinz Karrer a validé ce scénario, qui va moins loin que celui du WWF, notamment dans le solaire. Trialogue constate pourtant un écart de 15% entre la production et la demande d'énergie électrique en 2035. Cet écart atteint 25% en 2050 (18 milliards de kWh). Faudra-t-il construire deux centrales nucléaires, réduire la consommation, ou importer du courant? Trialogue ne répond pas à ces questions politiques.

► **Analyse: le nouveau discours des électriciens. Page 20**

Analyse

L'étrange aveu des électriciens



Pierre Veya

A quel jeu jouent les électriciens suisses? Depuis de longs mois, ils ne cessent de proclamer que la Suisse va au-devant d'une grave pénurie d'électricité, qui pourrait survenir avant 2020. Ils n'ont jamais émis de doute sur la menace et engageant de gros moyens financiers pour sensibiliser l'opinion publique à une «pénurie programmée». Même si les experts «neutres» relativisent la notion de pénurie et insistent plutôt sur un risque de fortes variations des prix dans un marché de plus en plus intégré, le message a été retenu cinq sur cinq par bon nombre de politiciens. Même le lobby pro-nucléaire a reconnu que la construction de centrales à gaz pourrait servir de pont énergétique utile avant que n'entrent en fonction de nouvelles centrales atomiques.

Or, devant la Commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats (Ceate-E), les électriciens ont tenu un discours nouveau. Aucun risque de pénurie avant 2020 et les premières centrales ne devraient être arrêtées qu'en 2025. «En conséquence, et compte tenu de leurs participations dans des centrales étrangères, les producteurs d'électricité considèrent que la question de la pénurie d'électricité et ainsi celle de la sécurité de l'approvisionnement sont moins urgentes qu'on ne le croyait, et il en va de même de la construction de centrales à cycles combinés alimentées au gaz.» Vous avez bien lu; il s'agit du communiqué officiel publié à l'issue des auditions de la commission, le 6 octo-

bre dernier. Que s'est-il donc passé?

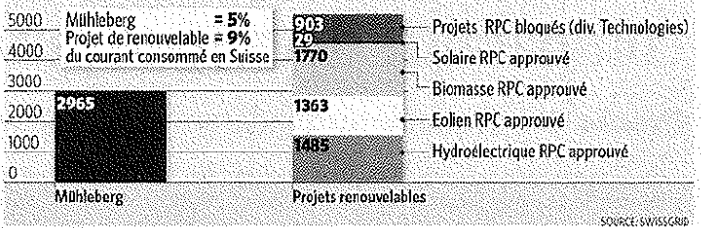
Sans doute la branche veut-elle calmer les ardeurs de ses membres. Les électriciens sont en effet divisés en deux camps; il y a ceux qui jugent qu'un recours à de nouvelles centrales nucléaires est la seule solution raisonnable, et ceux qui jugent que des usines à gaz sont nécessaires dans l'attente d'une relance de la filière atomique. Les premiers, le lobby nucléaire, cherchent à s'affranchir de la concurrence du gaz sur son territoire et a obtenu une petite victoire tactique devant la commission. Toute décision sur la compensation des émissions de CO₂ (qui doivent dans l'esprit du Conseil fédéral être entièrement compensées en Suisse et à l'étranger) est repoussée. On en reste avec l'exigence actuelle: elle impose une compensation à 70% en Suisse et à 30% à l'étranger, sous réserve d'un assouplissement du Conseil fédéral. Pour les partisans de la solution «gaz», l'insécurité juridique subsiste. Les projets du type de ceux de Chavallon (EOS Holding) peuvent se poursuivre, mais leur viabilité économique demeure suspendue aux futures exigences de compensation.

Le parlement ne tolère que deux centrales et exige des producteurs qu'ils coordonnent leurs projets

Plus important peut-être, les promoteurs des trois nouvelles centrales nucléaires (Atel, Axpo-BKW-FMB) ont obtenu une première réponse politique importante. Le parlement ne tolérera pas trois projets; il n'en accepte que deux et exige qu'ils soient coordonnés, comme au bon vieux temps de la planification étatique. Autant dire que, dans le

Système fédéral de rachat à prix coûtant RPC

Situation au 22 avril 2009, en GWh de production d'électricité par an



domaine nucléaire, la concurrence économique est bannie. Atel, Axpo et BKW-FMB ont jusqu'à la fin 2009 pour s'entendre sur les sites envisagés (Gösgen, Beznau et Mühleberg) et sans doute, in fine, sur un partage équilibré des investissements.

Les grandes manœuvres politiques peuvent donc commencer. Le gouvernement bernois, à majorité rose-verte, vient de prendre position en faveur de Mühleberg, rompant ainsi la ligne défendue par les Verts et les socialistes au plan national, opposés à toute nouvelle centrale. Parallèlement, plusieurs grandes villes suisses, qui sont des actionnaires directes ou indirectes des centrales nucléaires existantes, ont définitivement tourné le dos à l'atome (Zurich, Bâle, Berne notamment). Et surtout, nombre de services industriels communaux sont en passe de revoir fondamentalement leur approvisionnement énergétique. Ils s'affranchissent de plus en plus des anciennes compagnies cantonales et mènent des politiques beaucoup plus agressives en matière d'énergies renouvelables et de diminution de la consommation. Les exemples des villes de Bâle et de Zurich, qui mettent concrètement en œuvre une politique énergétique avec trente ans d'avance sur la Confédération, suscitent de plus en plus d'intérêt à l'échelon fédéral: Les radicaux et l'UDC, qui ont tenté à plusieurs reprises de s'opposer à la rétribution des nouvelles énergies à leur prix coûtant

(RPC), pourraient avaler une nouvelle coulèuvre. Une majorité se dessine en vue d'un doublement des fonds alloués au rachat des énergies renouvelables, en échange d'une hausse des redevances hydrauliques exigée par les cantons alpins (corde sensible pour le PDC). Fixé actuellement à 0,6 centime le kWh (équivalent à un soutien maximum de 270 millions de francs ou à un peu plus de 20 francs par ménage), le plafond pourrait être doublé. Il n'y aurait rien d'absurde à le faire, car la limite du plafonnement a stoppé des milliers de projets qui, pris dans leur totalité, permettraient de remplacer la centrale nucléaire de Mühleberg, soit l'équivalent de 5% de l'électricité consommée en Suisse. Même si Mühleberg est une petite centrale (370 MW), la contribution des énergies renouvelables ne peut plus être qualifiée de virtuelle ou de quantité négligeable.

En 2013, le peuple suisse sera à coup sûr l'arbitre d'un nouveau grand débat énergétique national (référendum sur la construction des nouvelles centrales nucléaires). Le 29 novembre prochain, les Vaudois procéderont à un premier test qui aura une dimension nationale. Ils se prononceront sur une autorisation d'exploiter illimitée à la centrale bernoise de Mühleberg. Si l'issue du scrutin ne pourra sans doute pas être extrapolée en tant que telle à l'ensemble du pays, la campagne servira à coup sûr de course d'échauffement.